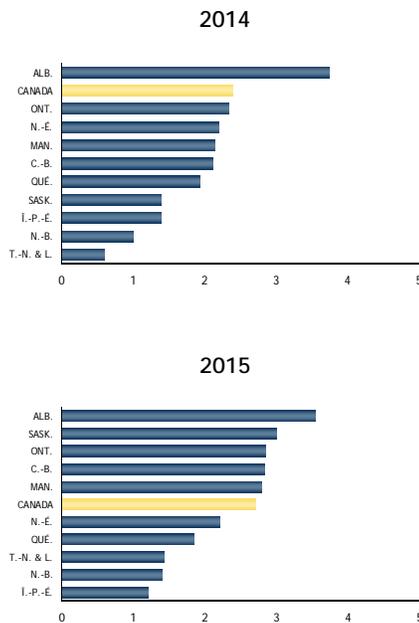


Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

L'Alberta et les autres

- Le contraste entre l'effervescence notée dans une province et le rythme de croissance plus modéré observé partout ailleurs au pays a rarement été aussi marqué que cette année, alors que l'Alberta dépasse largement toutes les autres économies provinciales.
- Ces résultats exceptionnels reflètent incontestablement la vigueur de l'Alberta ; il traduit toutefois aussi en partie un blocage temporaire dans une autre province où l'économie a été florissante ces dernières années — la Saskatchewan — stagnation qui suit une flambée insoutenable de la production agricole en 2013.
- Mis à part une solide croissance de 3,7 % en Alberta, nous prévoyons que toutes les autres provinces afficheront une légère progression de 0,6 % à 2,3 % en 2014, Terre-Neuve-et-Labrador terminant dans le peloton de queue après avoir surpassé toutes les autres provinces en 2013 grâce à un taux électrisant de 7,9 %.
- Le présent numéro de Perspectives provinciales traite une fois de plus principalement du soutien grandissant qu'offrira, selon nous, la balance commerciale.
- Plusieurs économies provinciales, dont l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick, la Colombie-Britannique et le Manitoba, profiteront de manière disproportionnée du raffermissement de la demande des États-Unis et de la baisse du dollar canadien.
- La plupart de ces provinces de même que la Nouvelle-Écosse (stimulée par une hausse marquée de la production de gaz naturel) verront leur croissance économique s'accélérer par rapport à 2013.

Le portrait général a été déformé par les conditions climatiques des premiers mois de 2014 ...

Il se peut que l'hiver particulièrement rigoureux tant au Canada qu'aux États-Unis ait déformé le portrait économique de manière plutôt radicale au cours des premiers mois de 2014. Les données dans les deux pays ont été généralement décevantes au premier trimestre (surtout le repli de 1,0 % du PIB réel des États-Unis) ; toutefois, des signes plus récents pointent vers un solide rebond au deuxième trimestre, ce qui porte à croire que la faiblesse antérieure avait peu à voir avec des données fondamentales sous-jacentes défaillantes. La majorité des économies provinciales ont vécu une déprime hivernale, mais elles semblaient toutes afficher une progression soutenue. En Colombie-Britannique, les conditions climatiques ont eu moins d'effets néfastes (en fait, elles ont peut-être constitué un atout) qu'une grève très perturbatrice dans un port clé, mais en définitive, tout semblait indiquer que l'économie était restée en mode croissance. Malgré tout, l'Alberta a réussi à maintenir la cadence. Presque tous les indicateurs continuent de pointer vers une effervescence dans la province. Cette année, plus que jamais, il y a l'Alberta et les autres.

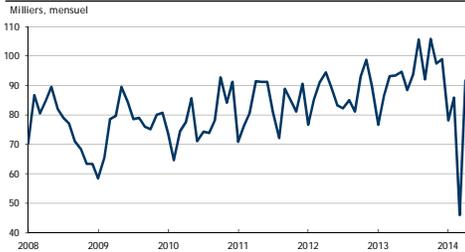
...toutefois, des tendances provinciales positives feront leur apparition

Les distorsions liées aux conditions climatiques persistent, mais nous prévoyons que des tendances plus encourageantes apparaîtront. Nous croyons particulièrement que l'économie américaine est en voie de connaître une accélération de sa croissance (notamment grâce à l'allègement du fardeau budgétaire), ce qui dopera encore davantage la demande d'exportations provinciales. La dépréciation du dollar canadien, qui selon nous descendra jusqu'à 0,87 \$ US d'ici la fin de l'année, stimulera encore plus la demande. En raison du fait que les liens commerciaux qu'entretiennent les provinces avec les marchés américains (et surtout avec les secteurs qui appuient la croissance aux États-Unis) varient en intensité, la demande grandissante pour les exportations provinciales favorisera particulièrement l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Québec et le Nouveau-Brunswick.

La moitié des provinces afficheront en 2014 une croissance supérieure à celle de 2013

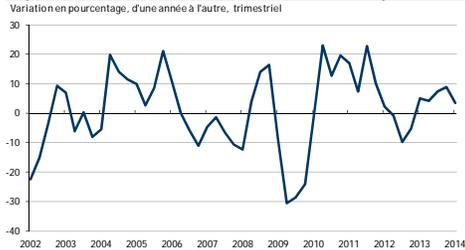
Nous misons sur une croissance de toutes les économies provinciales en 2014. L'Alberta dépassera largement les autres, mais son taux de croissance sera le même qu'en 2013, soit 3,7 %. Nous prévoyons que cinq provinces (Nouvelle-Écosse, Ontario, Nouveau-Brunswick, Québec et Colombie-Britannique) afficheront une croissance supérieure à celle de 2013 ; que trois (Terre-Neuve-et-Labrador, Saskatchewan et Manitoba) montreront une croissance moindre ; et que deux (Alberta et Île-du-Prince-Édouard) maintiendront le même rythme de croissance.

Port Metro Vancouver exportations de conteneurs chargés, EVP*



EVP = Equivalent vingt pieds
Source : Port Metro Vancouver, Recherche économique RBC

Exportations de marchandises en Colombie-Britannique



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,7	1,5	1,7	2,1	2,8
Emploi	0,8	1,7	-0,2	0,7	1,1
Taux de chômage (%)	7,5	6,7	6,6	6,2	6,2
Ventes au détail	3,2	1,9	2,4	3,4	3,7
Mises en chantier (unités)	26 400	27 465	27 054	26 000	24 000
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	-0,1	0,7	1,6

Robert Hogue
Économiste principal

Progrès malgré des turbulences en début d'année

L'économie de la Colombie-Britannique a surmonté des turbulences au début de l'année 2014 et est en voie d'afficher une croissance supérieure à celle de l'année dernière. Nous prévoyons que le PIB réel de la province augmentera légèrement, passant d'un PIB estimé de 1,7 %, en 2013, à 2,1 % en 2014. L'accélération du rythme traduira principalement les progrès grandissants des marchés d'exportation. Puisque nous prévoyons que l'économie américaine, notamment le secteur de la construction résidentielle, prendra de la vitesse l'an prochain, les perspectives de la Colombie-Britannique semblent encore plus encourageantes en 2015. En outre, les gains liés aux exportations pourraient être accrus par l'accélération graduelle des travaux initiaux liés à certains des projets de gaz naturel liquéfié (GNL) évalués à plusieurs milliards de dollars dans la province. Nous misons sur une nouvelle hausse du PIB réel de la Colombie-Britannique, qui se fixera au niveau plutôt solide de 2,8 % en 2015, ou légèrement au-delà de la moyenne nationale, qui est de 2,7 %.

La grève portuaire a considérablement perturbé les activités en mars...

La grève de 28 jours au port du Grand Vancouver (Port Metro Vancouver) en mars a grandement entravé la circulation des biens en provenance et à destination de la province. Les statistiques du port montrent qu'en mars le nombre de conteneurs en trafic de sortie (pleins) a fléchi de plus de 50 % par rapport à la même période l'an dernier. Dans l'ensemble, les exportations de marchandises de la province ont chuté de près de 10 % en mars (ou de 22 % si l'on exclut les exportations vers les États-Unis). Néanmoins, les nouvelles sur les échanges commerciaux n'ont pas toutes été mauvaises. Les températures plus froides qu'à l'ordinaire aux États-Unis cet hiver ont alimenté la demande pour les produits énergétiques de la Colombie-Britannique. Au premier trimestre, les exportations de gaz naturel et d'électricité ont respectivement bondi de 71 % et de 31 % par rapport à l'an dernier. La reprise soutenue du secteur de la construction résidentielle aux États-Unis a aussi appuyé l'augmentation des exportations de bois d'œuvre de résineux et de contreplaqué à destination des États-Unis, compensant en partie des reculs plus marqués des expéditions outre-mer. Grâce à un solide gain de 13 % du marché américain, les exportations de marchandises sont parvenues, dans l'ensemble, à croître de 3,6 % au premier trimestre en Colombie-Britannique, et ce, malgré la grève à Port Metro Vancouver.

...mais on prévoit que le commerce extérieur contribuera à la croissance cette année

Les perspectives sont encourageantes à l'égard d'une hausse des exportations aux États-Unis (bien que la flambée des exportations énergétiques causée par les conditions climatiques s'atténuera sans doute) et d'un rebond des expéditions outre-mer (surtout en Chine, le deuxième plus grand marché d'exportation de la Colombie-Britannique). Ces facteurs laissent présager une contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB réel de la Colombie-Britannique cette année.

Amélioration graduelle du marché du travail

Les données sur le marché du travail de la province ont déçu l'an dernier, alors que l'emploi s'est replié de 0,2 %. La plus récente tendance montre que les entreprises embauchent encore, mais toujours à un rythme modéré. Au cours des cinq premiers mois de l'année, l'emploi dans la province était en légère hausse (0,5 %) par rapport à la même période l'an dernier. Nous nous attendons à ce que les entreprises embauchent de plus en plus de personnel, ce qui fera progresser l'emploi de 0,7 % dans l'ensemble en 2014.

Les premières décisions d'investissement liées aux projets de GNL seront-elles annoncées plus tard cette année ?

Bien que la route soit encore longue (et potentiellement sinueuse) pour les divers projets de GNL proposés en Colombie-Britannique, des décisions d'investissement ultimes pourraient être annoncées plus tard cette année à l'égard de l'un ou de plusieurs des projets les plus avancés. Si le feu vert est donné, nous prévoyons des dépenses importantes liées aux projets de GNL à partir de 2015, même s'il faudra probablement des années avant que tout investissement d'envergure soit réalisé.

Dans une classe à part

L'économie de l'Alberta se démarque de toutes les autres au Canada. Elle a affiché un taux de croissance moyen de 4,3 % lors des quatre dernières années, soit près du double de la moyenne nationale (2,3 %). L'an dernier, l'économie de l'Alberta a progressé d'environ 3,7 %, un excellent taux qui, nous le croyons, se répètera en 2014. Ce taux permettrait non seulement à l'Alberta de trôner au sommet du classement des provinces par croissance cette année, mais elle serait également la seule province à afficher une progression plus élevée que la moyenne nationale (2,4 %), un fait sans précédent depuis le début des années 1980. La vigueur de l'activité économique en Alberta découle majoritairement de l'effervescence du secteur de l'énergie, où les grands investissements dans les sables bitumineux se poursuivent et où la production de pétrole brut augmente rapidement. L'essor est toutefois de plus en plus favorisé par les gains réalisés dans un éventail accru de secteurs économiques. Par exemple, la très forte croissance démographique, soit la plus élevée depuis 30 ans dans la province, alimente la demande à l'égard des logements et d'une vaste gamme de biens de consommation et de services. Nous prévoyons que l'Alberta continuera d'afficher la plus importante progression en 2015 et que son PIB réel croîtra de 3,5 %, ce qui est encore solide.

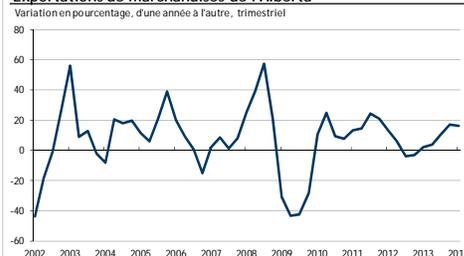
En position d'être le moteur de la croissance au Canada

En effervescence l'an dernier, les économies de la Saskatchewan (forte d'une récolte exceptionnelle qui ne se répètera probablement pas) et de Terre-Neuve-et-Labrador (répercussions des travaux de maintenance d'installations pétrolières en mer effectués l'année précédente) se refroidiront cette année ; l'Alberta devra donc porter en grande partie le « fardeau » de la croissance en 2014. Les informations obtenues à ce jour portent à croire que la province s'acquitte actuellement de cette tâche, heureusement. Nous voyons des signes d'essor économique presque partout où nous regardons. Au premier trimestre, les exportations de marchandises ont augmenté de 16,0 % d'une année sur l'autre. Les ventes des fabricants, des grossistes et des détaillants ont respectivement affiché une hausse de 8,4 %, de 5,2 % et une très forte hausse de 10,0 %, sur la même base. L'accroissement de la production de pétrole brut avoisinait 8 % plus tôt cette année. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les mises en chantier ont été de 12,0 % supérieures au niveau d'il y a un an. Durant le premier trimestre, la construction non résidentielle a pris un solide 8,5 % par rapport à la même période en 2013. Dans ce contexte, le secteur privé a continué ses embauches, faisant bondir l'emploi total de 3,3 % comparativement à l'an dernier. En effet, la performance économique de l'Alberta impressionne sans cesse et la province semble bien placée pour être le moteur de la croissance au Canada.

La forte augmentation de la population ralentira, mais elle demeurera un facteur de croissance

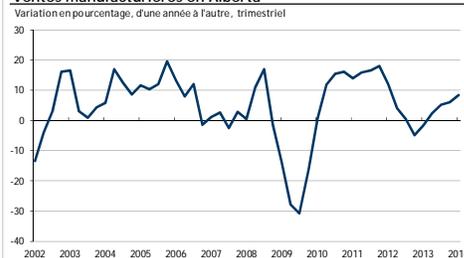
Nous prévoyons que cet essor se poursuivra. Les excellentes perspectives d'emploi en Alberta exercent un fort attrait sur les travailleurs de l'extérieur de la province, tant ceux d'autres provinces que ceux d'autres pays, et la solide migration interne restera un facteur de croissance clé. Cela dit, il est probable que les récents taux de croissance démographique avoisinant les 3,5 %, soit les plus rapides depuis 1982, diminuent un peu. La migration interprovinciale a reculé vers la fin de 2013 après avoir atteint des sommets record. Nous prévoyons qu'elle maintiendra un rythme plus modéré, mais toujours vigoureux, cette année. L'incidence sur le logement et les secteurs tributaires de la consommation sera limitée en 2014 — par exemple, nous misons encore sur une hausse des ventes au détail de 7,8 % — mais elle sera toutefois légèrement plus importante en 2015.

Exportations de marchandises de l'Alberta



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes manufacturières en Alberta



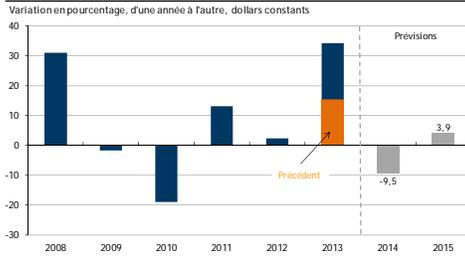
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,2	3,8	3,7	3,7	3,5
Emploi	3,8	2,6	2,9	2,9	2,2
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,6	4,4	3,9
Ventes au détail	6,8	7,0	6,9	7,8	5,1
Mises en chantier (unités)	25 704	33 396	36 011	38 200	34 800
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,4	2,4	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Production agricole en Saskatchewan



Emploi en Saskatchewan



Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	5,0	1,9	4,5	1,4	3,0
Emploi	0,3	2,1	3,4	1,4	1,6
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,0	4,0	4,0
Ventes au détail	7,3	7,4	5,1	5,2	4,8
Mises en chantier (unités)	7 031	9 968	8 290	7 400	7 500
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,4	2,4	2,4

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

La croissance est malmenée par les fluctuations de la production agricole

Publiée en mars, notre prévision antérieure pour la croissance du PIB réel de la Saskatchewan en 2013 était un solide 3,9 %, reflétant des signes d'une forte récolte de céréales et d'oléagineux dans la province. Les données provisoires de Statistique Canada sur le PIB de 2013 parues en avril ont confirmé que les résultats du secteur agricole étaient encore supérieurs à nos attentes ; nous avons par conséquent relevé à 4,5 % notre estimation de croissance du PIB pour l'an dernier. Nous prévoyons que le secteur agricole affichera en 2014 des conditions de croissance se rapprochant davantage de la moyenne et, par le fait même, un niveau de production plus habituel. Toutefois, compte tenu de l'élan que la récolte de céréales et d'oléagineux a insufflé à la province en 2013 est plus fort que ce que nous avons prévu au dernier trimestre, nous tablons maintenant sur un recul plus marqué de la production agricole en 2014. Il s'agit de la principale raison pour laquelle nous avons abaissé à 1,4 % notre estimation de croissance globale du PIB réel dans la province, que nous avons établie à 2,0 % au dernier trimestre. Nous ne croyons toutefois pas que cette décélération persistera ; nous prévoyons que la croissance globale du PIB réel remontera à 3,0 % en 2015.

Le secteur de la potasse présente des risques de baisse

La production du secteur de la potasse et les investissements qu'il nécessite continuent d'être des risques de baisse potentiellement plus durables en ce qui a trait aux perspectives de la Saskatchewan. Des signes indiquant qu'un important producteur étranger, Uralkali, prévoit fortement hausser sa production pour tenter d'accroître sa part du marché mondial de la potasse ont clairement une incidence négative sur les autres sociétés productrices de potasse à l'échelle planétaire, y compris sur celles exerçant leurs activités en Saskatchewan. Les données provisoires sur la production de la province au cours des trois premiers mois de l'année n'ont guère changé par rapport aux niveaux de l'an dernier. Ces données suivent une hausse de 10 % de la production en 2013. Nous prévoyons que cette stagnation de l'activité sera temporaire en Saskatchewan, car la reprise mondiale s'intensifie, mais les données provisoires comportent des risques de baisse pour nos prévisions de croissance de la production de potasse, qui s'établissent à 3 % cette année et à 4,5 % en 2015. On s'attend à ce que la hausse de la production de pétrole et de gaz de 2 % cette année, après un gain légèrement inférieur à 1 % en 2013 (reflétant un certain raffermissement de la demande mondiale), vienne en partie compenser ces risques de baisse.

L'incertitude freine les investissements

On prévoit que l'incertitude entourant la demande à moyen terme de potasse produite en Saskatchewan entraînera le report d'investissements importants dans le secteur. On s'attend à ce que ce facteur contribue au maintien de la stagnation des dépenses de construction en 2014, mais on table sur une légère hausse en 2015, à 2,5 %. Il s'agit d'une amélioration par rapport aux données provisoires indiquant une baisse de 2,5 % de l'activité dans la construction en 2013.

Décélération de la croissance de l'emploi

Les récentes données sur l'emploi de la province sont conformes aux prévisions de ralentissement de l'activité économique en 2014. Au cours des cinq premiers mois de l'année, l'emploi n'a progressé que de 1,3 % par rapport à la même période l'an dernier, contre des hausses de 3,4 % et de 2,2 % en 2013 et en 2012, respectivement. Ce ralentissement peut notamment s'expliquer par l'hiver très rigoureux qu'a connu la province cette année. Nous tablons sur un taux de croissance de l'emploi de 1,4 % pour l'ensemble de 2014.

L'évolution de la composition de la croissance n'entravera pas son rythme

Les données provisoires sur la croissance du PIB réel du Manitoba en 2013 ont indiqué que la récolte exceptionnelle de céréales et d'oléagineux a donné un bon coup de fouet à la production agricole, la faisant grimper de près de 20 % l'an dernier. Notre prévision antérieure misait sur un bond de la production agricole, mais pas un de cette ampleur. Toutefois, cette flambée a été annulée par une chute de 11 % de la production minière, un repli bien supérieur à nos attentes. Dans l'ensemble, les données provisoires sont conformes aux prévisions de croissance globale du PIB réel de 2,2 % pour 2013, mais l'essor vient d'un groupe de chiffres de production légèrement différent.

Les secteurs agricole et minier inversent les rôles en 2014

Nous misons sur une normalisation des conditions de croissance en 2014. Ce retour à la normale entraînera un solide niveau de production, mais cela entraînera tout de même une baisse de la production agricole que nous estimons à près de 8 %. Cependant, on s'attend à ce qu'une reprise dans le secteur minier vienne en partie compenser la baisse de 2013, qui a été plus forte que prévu. Les prévisions concordent avec les signes voulant que certains projets miniers entrent en production en 2014. Ces installations stimuleront encore plus la reprise en 2015, car elles afficheront les résultats d'une année de production complète.

Le secteur manufacturier montre des signes encourageants

Les données récentes ont finalement commencé à indiquer un revirement dans le secteur manufacturier. Au premier trimestre, la croissance des ventes manufacturières d'une année sur l'autre a progressé de près de 3 %, par rapport à une activité manufacturière stagnante en 2013 et à une hausse de seulement 1 % en 2012. Ce raffermissement traduit grandement l'amélioration du segment du matériel de transport, qui comprend la fabrication d'aéronefs et d'autocars. Le secteur de la fabrication de machinerie montre également des signes d'accélération, ce qui permettra de compenser la faiblesse soutenue du segment de la transformation des aliments, causée en partie par un recul de la production de porc. Nous prévoyons que le redressement de la croissance aux États-Unis, après une faiblesse imputable aux conditions climatiques au début de 2014 et la récente dépréciation du dollar canadien, devrait stimuler de nouveau les exportations de produits manufacturés du Manitoba et offrir un soutien sous-jacent à la croissance provinciale jusqu'en 2015.

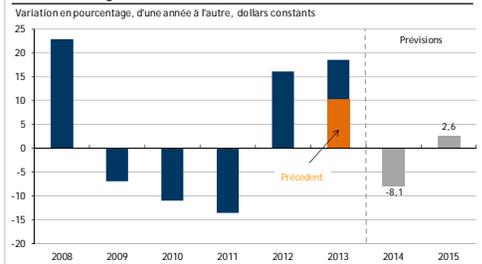
Les conditions d'emploi sont anémiques au début de 2014

Encore plus décevantes ont été les données sur les reculs grandissants de l'emploi au premier trimestre de l'année. Toutefois, cette faiblesse peut s'expliquer en partie par l'incidence néfaste des mauvaises conditions climatiques sur l'embauche. Par exemple, les replis dans le secteur du transport sont probablement attribuables à la diminution du transport ferroviaire en raison du temps glacial. Selon nous, le retour à des températures plus saisonnières devrait inverser cette tendance baissière. Nous prévoyons que la croissance de l'emploi se poursuivra en 2014, quoiqu'à un rythme modeste de 0,2 %, ce qui représenterait un ralentissement par rapport au taux de 0,5% enregistré en 2013. On s'attend à ce que le rythme d'embauche s'accélère en 2015, pour se fixer à 1,3 %.

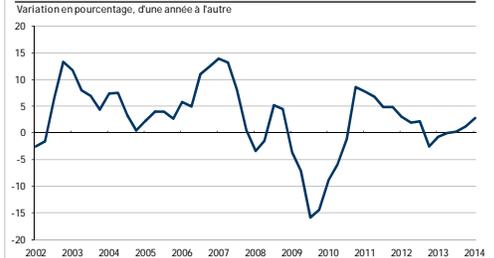
Une croissance légèrement supérieure en 2015

Le raffermissement du secteur manufacturier et le rebond de l'activité minière devraient compenser la diminution prévue de l'activité agricole cette année, permettant ainsi à la croissance globale du PIB en 2014 de rester relativement stable, à 2,1 %. On s'attend à ce que la progression de la province s'accélère à 2,8 % en 2015, vu l'atténuation des effets néfastes du secteur agricole prévue l'an prochain et le redressement continu des secteurs minier et manufacturier.

Production agricole du Manitoba



Ventes manufacturières du Manitoba



Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,7	2,6	2,2	2,1	2,8
Emploi	0,8	0,9	0,5	0,2	1,3
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,3	5,4	5,1
Ventes au détail	4,3	1,3	3,9	3,5	4,0
Mises en chantier (unités)	6 083	7 242	7 465	5 700	6 500
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	1,7	1,9

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Un départ lent (à froid !), mais la situation s'améliorera

Ventes manufacturières de l'Ontario

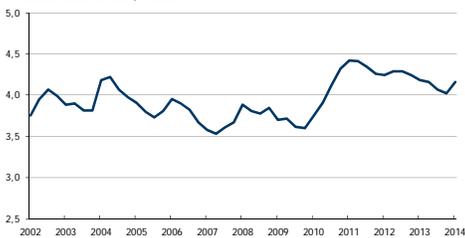
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Construction de bâtiments non résidentiels en Ontario

Milliards de dollars de 2007, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,2	1,3	1,3	2,3	2,8
Emploi	1,8	0,8	1,4	0,9	1,4
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,5	7,3	6,9
Ventes au détail	3,6	1,6	2,3	3,0	3,9
Mises en chantier (unités)	67 821	76 742	61 085	58 900	58 000
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	1,7	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

Les mauvaises conditions climatiques ont mis du sable dans l'engrenage de l'économie de l'Ontario cet hiver ; cependant, des signes indiquent toujours un essor dans la province jusqu'à maintenant en 2014. En effet, la croissance semble plutôt généralisée, le logement figurant parmi les quelques secteurs en baisse. Néanmoins, le rythme global a manifestement été freiné durant les premiers mois de l'année. Bien que l'on s'attende à ce que certaines conséquences néfastes attribuables aux conditions climatiques soient éliminées au cours des prochains mois et trimestres, le départ de 2014, qui a été plus lent que prévu, nous a incités à abaisser légèrement, de 2,5 % à 2,3 %, nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2014. Ce taux représenterait tout de même une amélioration notable par rapport au taux estimé pour 2013, qui était de 1,3 %. Les perspectives pour l'Ontario continuent de concerner le coup de fouet tant attendu qu'offrira le secteur des exportations à la croissance. Nous prévoyons que la province profitera de manière disproportionnée du raffermissement de l'économie des États-Unis (et de la baisse du dollar canadien) grâce aux liens étroits qu'entretient l'Ontario avec ce marché. L'élan fourni par l'étranger sera encore plus fort en 2015, car nous nous attendons à ce que l'économie américaine en effervescence contribue à l'accélération, à 2,8 %, de la croissance réelle du PIB de l'Ontario.

Le secteur manufacturier a vaincu les éléments cet hiver

En dépit d'un hiver rigoureux qui a notamment perturbé la circulation des biens transportés d'un bout à l'autre de la province et à l'extérieur de celle-ci, l'activité manufacturière a tout de même progressé en Ontario. Au premier trimestre, les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 3,3 % par rapport à la même période l'an dernier. Les fabricants de métaux de première fusion, de produits du pétrole et du charbon, de produits chimiques, de matériel de transport et de produits alimentaires ont enregistré de solides gains durant la période. Les problèmes liés aux conditions climatiques n'ont pas semblé freiner les exportations de l'Ontario outre mesure ; au premier trimestre de l'année, la valeur des marchandises vendues à l'étranger a grimpé pour le quatrième trimestre consécutif d'une année sur l'autre. Les exportations d'avions et de pièces, de biens de consommation et de machinerie ont augmenté considérablement. L'élan continu affiché par les exportations en dépit des éléments laisse entrevoir des progressions supérieures pour le reste de l'année.

La hausse des exportations constitue un argument de poids en faveur d'une augmentation des investissements

Nous prévoyons que le regain des échanges commerciaux incitera les entreprises ontariennes d'accroître leurs dépenses d'investissement. Les résultats de l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, parus en février, ont indiqué que les entreprises visent à augmenter de 3,7 % leurs investissements non résidentiels en 2014. Loin d'être exceptionnelle, cette hausse prévue constituerait tout de même un revirement bienvenu par rapport au recul de 4,5 % de l'an dernier. Des signes montraient que les entreprises de l'Ontario ont commencé à concrétiser leurs intentions au premier trimestre, alors que les dépenses des entreprises au titre de la construction d'immeubles non résidentiels ont bondi de 3,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2013, représentant la première hausse trimestrielle en près d'un an et demi.

Frôlant la surchauffe, le marché du logement se refroidira

Le plus important marché du logement de l'Ontario, soit Toronto, s'est trouvé dans une situation anormale au début de 2014. L'activité immobilière était modérée, mais le marché s'est tout de même emballé, car il y avait une pénurie de logements à vendre. Nous nous attendons à ce que cette situation soit temporaire, car un nombre grandissant d'appartements en copropriété en construction actuellement viendra sous peu gonfler l'offre. Nous prévoyons un ralentissement de la construction résidentielle cette année et que ce dernier aura des conséquences défavorables limitées sur la croissance économique de la province.

Une croissance supérieure, quoiqu'encore modérée, à l'horizon

Depuis la fin des turbulences causées par les grèves importantes dans le secteur de la construction l'été dernier, l'économie du Québec a affiché une croissance plutôt stable, mais modérée. Les indicateurs publiés jusqu'à maintenant en 2014 portent à croire que l'économie provinciale pourrait croître de 1,9 % en 2014 ; il s'agirait d'une amélioration bienvenue par rapport au taux estimé de 1,1 % en 2013, mais il est peu probable que cela dissipe entièrement les doutes entourant les perspectives de la province. Fait plutôt encourageant, les exportations de marchandises provinciales continuent de progresser, ce qui prouve que ce moteur économique fournit maintenant un apport à la croissance après avoir fait marche arrière durant la majeure partie des douze dernières années. Nous croyons que l'amélioration de la balance commerciale compensera largement la faiblesse de certains segments de l'économie intérieure, dont le secteur du logement. Nous prévoyons que la croissance globale du PIB réel restera plutôt faible en 2015 (1,8 %).

Des baisses dans les secteurs de production des biens ont nui à la croissance en 2013

Les estimations préliminaires de Statistique Canada sur la croissance réelle du PIB en 2013 (1,1 %) avoisinaient fortement notre prévision antérieure (1,2 %) et ont donc largement confirmé notre évaluation de l'année dernière. Le rendement en 2013 a été freiné par des replis dans les secteurs de production des biens, particulièrement le secteur de la construction et le secteur manufacturier. Depuis le début de l'année, des signes pointent vers un relâchement des conditions du marché du logement et un ralentissement de la construction résidentielle, les mauvaises conditions climatiques ayant probablement accentué la faiblesse cet hiver. Le secteur manufacturier du Québec a toutefois montré une certaine vitalité. Au premier trimestre, les ventes manufacturières ont augmenté de 4,1 % d'une année sur l'autre, les gains étant répartis dans l'ensemble des industries de transformation. Les fabricants de matériel de transport et les fabricants de produits alimentaires ont enregistré des progressions particulièrement fortes (16,8 % et 9,0 %, respectivement).

La hausse des exportations stimulera l'activité manufacturière...

L'effervescence de l'activité manufacturière a largement découlé de l'augmentation des ventes à l'étranger. Des données de l'*Institut de la statistique du Québec* indiquent qu'au premier trimestre le volume des exportations réelles de marchandises a progressé de 4,9 % par rapport à la même période l'an dernier. Les exportations d'équipement et de pièces visant le secteur aérospatial n'ont guère varié, mais les exportations de nombreux autres biens ont flambé, notamment celles des minéraux et les métaux (p. ex., aluminium, minerai de fer et cuivre), des produits forestiers (p. ex., papier journal et bois d'œuvre de résineux) et des camions lourds. Nous prévoyons que la baisse du dollar canadien et le raffermissement de la demande des États-Unis continueront d'alimenter la demande pour les exportations du Québec durant le reste de l'année.

... et incitera les entreprises à accroître leurs embauches

La croissance axée sur les exportations devrait quant à elle éperonner le marché du travail au Québec. Les données sur l'emploi déçoivent depuis le début de l'année, indiquant une perte de 43 000 postes de janvier à mai. Cette faiblesse peut s'expliquer en partie par des conditions climatiques particulièrement mauvaises cet hiver, mais elle peut aussi refléter le niveau d'hésitation plutôt élevé affiché récemment par les entreprises à l'égard des embauches et des investissements. Une enquête de Statistique Canada effectuée plus tôt cette année montre que les entreprises privées et publiques envisagent une réduction de 0,3 % de leurs dépenses en immobilisations non résidentielles en 2014. Nous croyons que les entreprises du Québec prendront confiance à mesure que les ventes à l'étranger augmenteront et que la performance économique globale s'améliorera, ce qui préparera le terrain pour l'inversion de la récente tendance baissière de l'emploi. Nous misons sur une croissance modérée de l'emploi (0,5 %) en 2014.

Ventes manufacturières au Québec



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations réelles de marchandises du Québec



Source : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

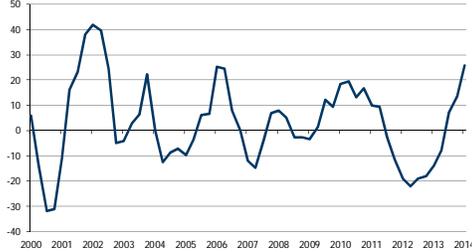
	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,8	1,5	1,1	1,9	1,8
Emploi	1,0	0,8	1,2	0,5	0,9
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,6	7,7	7,5
Ventes au détail	3,0	1,2	2,5	2,4	3,5
Mises en chantier (unités)	48 387	47 367	37 758	37 700	33 800
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	0,8	1,2	1,8

Robert Hogue
Économiste principal

L'économie se réchauffe, mais elle n'est pas en surchauffe

Construction de bâtiments non résidentiels au Nouveau-Brunswick

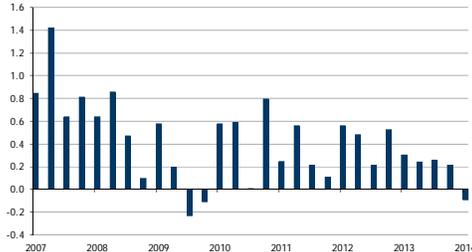
\$2007, Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Balance commerciale de marchandises du Nouveau-Brunswick

Milliards de dollars canadiens



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,3	-1,1	0,2	1,0	1,4
Emploi	-1,1	-0,2	-0,1	0,4	0,4
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,4	10,1	10,0
Ventes au détail	4,8	-0,7	0,7	2,6	2,8
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	2 843	2 400	2 800
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8	1,8	1,9

Laura Cooper
Économiste

La conjoncture est restée mitigée au Nouveau-Brunswick durant les premiers mois de 2014 ; toutefois, nous maintenons que l'activité économique s'accéléra jusqu'à la fin de l'année. Le revirement attendu dans les secteurs d'exportation de la province ne s'est pas encore concrétisé dans un contexte de faiblesse prolongée des indicateurs économiques intérieurs, bien que des signes encourageants laissent entrevoir une amélioration, quoique modeste, des résultats pour le Nouveau-Brunswick en 2014. On prévoit notamment qu'un rebond des investissements privés et une hausse subséquente des embauches entraîneront une accélération de la croissance du PIB réel, qui passera d'un taux estimé de 0,2 % en 2013 à un taux toujours modeste de 1,0 % en 2014.

Des éclaircies à l'horizon en 2014...

La tendance à la hausse de l'embauche apparue au second semestre de 2013 s'est maintenue au début de 2014, puisque la création d'emplois dans le secteur privé et l'augmentation du nombre de travailleurs autonomes ont largement compensé les pertes supplémentaires dans le secteur public. Sur une base sectorielle, les pertes d'emplois se sont concentrées dans le secteur de production des biens depuis le début de l'année, notamment dans la construction. Paradoxalement, la construction non résidentielle s'accélère et a réalisé, au premier trimestre de 2014, son gain en pourcentage le plus important d'une année sur l'autre depuis 2002. De nouveaux gains, ainsi que le coup d'envoi des travaux préliminaires liés à la récente annonce d'un investissement de 450 millions de dollars dans la modernisation de l'usine de pâtes et papiers Irving, augurent non seulement bien pour la limitation des pertes d'emplois dans le secteur de production de biens de la province, mais aussi pour l'enregistrement, en 2014, d'une première hausse des investissements privés depuis 2008.

... mais des défis demeurent à court terme...

Le secteur manufacturier du Nouveau-Brunswick continue de devoir relever les défis posés par la chute des expéditions de produits manufacturés à un creux de deux ans ce printemps. La fabrication de produits industriels a été freinée par la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata en 2013, et la faiblesse s'est étendue à 2014 en raison de l'annonce de la baisse de la production aux installations actuelles de Potash à Sussex. Il existe par contre des raisons de se réjouir quant aux perspectives du secteur minier de la province. Le projet Picadilly de la société Potash à Sussex va bon train et devrait se terminer en 2014. En outre, les travaux d'ingénierie liés à la mine et à l'usine Caribou progressent au rythme escompté et les activités devraient s'amorcer au premier semestre de 2015. La société entreprendra une phase de construction de deux ans peu après l'approbation, cette année, des études environnementales sur la mine de tungstène de Sisson Brook, tandis qu'Atlantic Potash amorcera la phase de forage de son programme d'exploration du gisement Millstream.

... ce qui limitera la croissance globale

Le secteur des exportations de la province peine à prendre son élan cette année et la valeur nominale des exportations de marchandises reste en deçà du niveau de l'an dernier. De solides gains dans le volume de bois d'œuvre expédié aux États-Unis et la hausse des exportations d'énergie électrique en provenance de Point Lepreau sont grandement annulés par la faiblesse des expéditions de potasse, plus particulièrement dans le principal groupe d'exportation de la province, soit les produits pétroliers raffinés. La balance commerciale de la province s'est fortement détériorée au début de 2014, passant au premier trimestre d'un excédent à un déficit pour la première fois depuis 2009, le report des travaux d'entretien saisonnier de la raffinerie pétrolière de Saint John, qui étaient initialement prévus à l'automne dernier, ayant entraîné la réduction du volume des produits énergétiques destinés à l'exportation. Les travaux d'entretien ayant pris fin en avril, le secteur devrait maintenant s'améliorer durant le reste de l'année.

Éclaircie en vue pour le terrain de jeu océanique du Canada

Selon les estimations provisoires du PIB réel provincial par industrie publiées par Statistique Canada en avril, l'économie de la Nouvelle-Écosse a montré une légère amélioration en 2013 après avoir connu une baisse décevante l'année précédente. La croissance économique devrait cependant s'accélérer davantage en 2014, stimulée par les résultats d'une année de production complète au gisement extracôtier de gaz naturel Deep Panuke. On prévoit que l'incidence positive que cela aura sur les exportations de la Nouvelle-Écosse devrait largement compenser la faiblesse de l'économie intérieure, le marché du travail peinant à reprendre son élan après un repli marqué de l'emploi dans la province en 2013. Nous misons sur une progression de la croissance du PIB réel, qui devrait passer d'un taux estimé de 1,0 % en 2013 à un taux de 2,2 % en 2014.

Cap sur un nouvel objectif budgétaire...

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a mis le cap sur un nouvel objectif budgétaire ce printemps en dévoilant un plan au titre duquel la province continuera d'afficher un déficit budgétaire au cours des quatre prochaines années avant de dégager un léger surplus en 2017-2018. Malgré des perspectives budgétaires plus sombres, l'emploi dans le secteur public a poursuivi sa progression d'une année sur l'autre pour rester bien au-delà des niveaux observés à la même période l'an dernier. Cette hausse de l'emploi dans le secteur public n'a toutefois pas suffi à maintenir l'emploi global dans la province, la faiblesse du marché du travail au second semestre de 2013 s'étant étendue à 2014. Par conséquent, on prévoit que le revirement anticipé du marché du travail ne se concrétisera pas avant 2015, car on s'attend à ce que l'emploi baisse de 0,4 % à nouveau cette année après avoir reculé de 0,4 % en 2013.

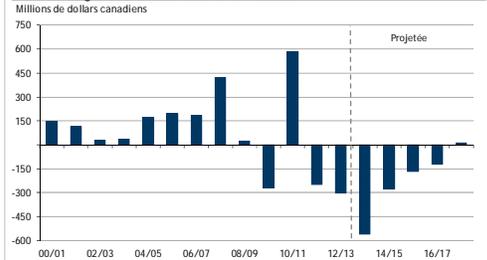
...alors que des vents favorables dans le secteur énergétique stimulent la croissance...

La forte demande chinoise pour les produits de la mer de la province et une légère augmentation des expéditions de pneus en caoutchouc aux États-Unis ont contribué jusqu'à maintenant à l'envolée des exportations de marchandises à l'échelle internationale en 2014 ; toutefois, l'élan provient surtout de la flambée des exportations de gaz naturel. On prévoit que la production au gisement extracôtier de gaz naturel Deep Panuke, qui a atteint sa capacité maximale à la fin de 2013, neutralisera les reculs de production liés à la maturation du gisement extracôtier de Sable Island et stimulera la croissance économique. Les perspectives à long terme restent encourageantes pour le secteur énergétique extracôtier, puisque BP lance cette année un programme d'exploration sismique faisant partie d'un engagement de 1 milliard de dollars visant l'exploration des côtes de la Nouvelle-Écosse, tandis que Shell poursuit ses travaux d'exploration sismique entrepris en 2013. Un récent appel pour de nouvelles offres d'exploration et l'annonce par la province de fonds visant à appuyer les analyses sismiques et géologiques des entreprises ultérieurement permettront au secteur de rester un facteur de croissance après 2014.

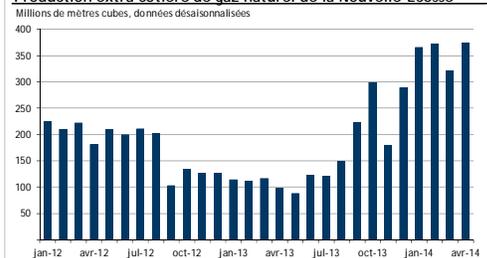
...et entraînent un contexte au beau fixe pour l'avenir

Le financement par emprunt ayant été achevé plus tôt cette année, les travaux liés au projet de transport d'énergie Maritime Link, d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, devraient s'accélérer, et près de 335 millions de dollars seront affectés aux câbles sous-marins de 180 km in 2014. On mise sur une hausse des retombées économiques liées au contrat d'approvisionnement en matière de construction navale de 25 milliards de dollars étalé sur plusieurs années, car les tâches en cours liées au contrat de conception des navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique se poursuivent en prévision du début concret des travaux prévu pour 2015. D'après les estimations du Conseil économique des provinces de l'Atlantique, les investissements dans les grands projets en Nouvelle-Écosse totaliseront 3,4 milliards de dollars en 2014, soit 13 % de plus que l'an dernier. Outre les projets de construction navale et de transport d'énergie Maritime Link, les investissements s'accroîtront en raison des travaux en cours au centre des congrès d'Halifax (projet de 500 millions de dollars) ainsi que de la mise en œuvre d'un projet de construction de huit fermes éoliennes d'une capacité de 28 MW dans la province.

Solde budgétaire de la Nouvelle-Écosse



Production extra côtière de gaz naturel de la Nouvelle-Écosse



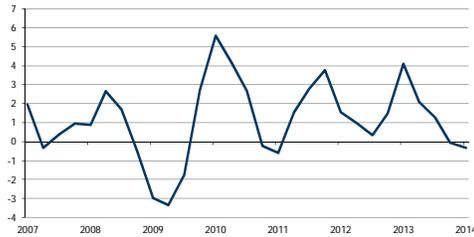
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	0,6	-0,1	1,0	2,2	2,2
Emploi	0,1	0,6	-0,4	-0,4	1,2
Taux de chômage (%)	8,8	9,0	9,0	8,8	8,6
Ventes au détail	3,5	1,0	2,9	2,2	3,4
Mises en chantier (unités)	4 644	4 522	3 919	2 800	3 600
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,2	2,0	1,9

Laura Cooper
Économiste

Emploi à l'Île-du-Prince-Édouard

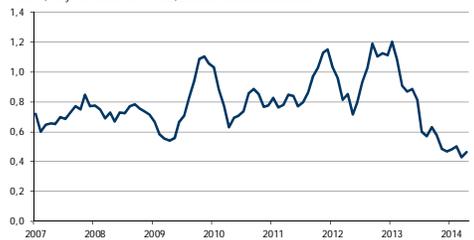
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestriel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Mises en chantier dans l'Île du Prince-Édouard

Milliers, moyenne mobile à six mois, Désaisonnalisé au taux annuel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	1,0	1,5	1,4	1,4	1,2
Emploi	1,9	1,1	1,8	0,1	1,1
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	11,5	11,6	11,2
Ventes au détail	5,4	3,2	0,8	1,9	3,8
Mises en chantier (unités)	940	941	636	500	600
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	2,0	2,3	1,9

Laura Cooper
Économiste

Un petit coup de main de nos amis les touristes

On prévoit que de solides exportations à l'échelle internationale et une excellente saison touristique appuieront une croissance économique constante à l'Île-du-Prince-Édouard en 2014, après un essor de 1,4 % en 2013. On s'attend cependant à ce que la baisse des dépenses d'investissement et la faiblesse soutenue de l'ensemble des secteurs économiques de la province freinent la performance globale. Nous misons pour 2014 sur une croissance du PIB réel identique à celle estimée pour 2013, soit 1,4 %.

Les visiteurs affluent à l'île douce...

On s'attend à ce que la foule d'événements prévus pour célébrer le 150e anniversaire de la conférence de Charlottetown de 1864 attire un nombre accru de visiteurs dans la province cette année. Des signes d'une forte saison touristique apparaissent déjà, car le nombre de nuitées vendues est supérieur à celui de l'an passé et la quantité de séjours de plus de 24 heures planifiés tant par des visiteurs canadiens qu'internationaux est élevée dans les quatre premiers mois de l'année. On prévoit une hausse probable des embauches dans le secteur des services d'hébergement et de restauration après un recul dans ce secteur au début de 2014, mais on mise sur une croissance globale de l'emploi négligeable cette année étant donné que la diminution des embauches dans le secteur public limite les gains d'emplois constants du secteur privé.

...tandis que le volume de biens expédiés hors de la province bondit...

La dépréciation du huard et le raffermissement de la demande mondiale soutiennent une nouvelle croissance des exportations de marchandises internationales à l'Île-du-Prince-Édouard après avoir atteint des sommets en 2013. Les exportations de pommes de terre et de fruits de mer aux États-Unis ont enregistré des gains particulièrement solides jusqu'à maintenant en 2014, tandis que le recul des ventes de produits aérospatiaux et de produits chimiques organiques de la province aux États-Unis a largement été compensé par la hausse des ventes en France. L'élimination progressive des barrières tarifaires en vertu de l'accord commercial avec la Corée du Sud et l'accord de principe avec l'Union européenne améliore le potentiel de croissance du volume de marchandises expédiées à l'échelle internationale à long terme.

... ce qui permettra de compenser la baisse des dépenses prévues ...

Le budget printanier de la province a maintenu le cap sur le retour à un excédent en 2015-2016. Par conséquent, le gouvernement prévoit accroître les restrictions budgétaires ; les dépenses de programmes seront amputées dans tous les ministères, sauf la santé. On s'attend aussi à ce que les dépenses d'investissement reculent dans la province cette année après l'achèvement de la construction d'une ferme éolienne de 60 millions de dollars à Hermanville en 2013. Les dépenses d'investissement pourraient toutefois être stimulées après la période visée par les prévisions. La plus importante société de services publics d'électricité de l'Île fait actuellement l'objet de travaux d'exploration visant à déterminer la faisabilité de l'installation d'un nouveau câble électrique lié au Nouveau-Brunswick ; une évaluation environnementale est attendue plus tard cette année.

... et les défis grandissants de la province

Fait encourageant, la croissance démographique a commencé à s'accélérer à l'Île-du-Prince-Édouard en 2014 après avoir touché son plus bas niveau depuis six ans en 2013. Les gains se concentraient toutefois dans la cohorte des personnes de 65 ans et plus, et la cohorte d'âge actif a subi de nouveaux replis. Ces données démographiques changeantes pourraient freiner la demande de logement dans la province dans un contexte où le taux tendanciel des mises en chantier sur six mois chute fortement depuis janvier 2013. On prévoit que les mises en chantier, qui ont touché des creux en 15 ans ce printemps, rebondiront un peu durant le reste de l'année, mais qu'elles resteront en deçà des récents sommets atteints pour l'ensemble de l'année 2014.

Ralentissement en 2014

La flambée de la production de pétrole brut a permis à la croissance économique de Terre-Neuve-et-Labrador de s'accélérer l'an dernier alors que l'estimation provisoire de Statistique Canada à l'égard du PIB réel de 2013 montre une très solide croissance de 7,9 %, soit le taux le plus élevé de toutes les provinces. Cet essor viendrait largement compenser une baisse de 4,4 % en 2012. On s'attend à ce que le niveau d'activité demeure élevé cette année ; on prévoit toutefois que la croissance du PIB réel ralentira considérablement en 2014 (à 1,5 %) compte tenu de l'absence d'un élan du même ordre fourni par le secteur de l'énergie. On mise sur le fait que la progression des grands projets et la hausse des dépenses d'investissement contribueront à maintenir la croissance en territoire positif.

L'économie est passée de la cinquième vitesse au neutre...

Au cours des premiers mois de 2014, la production de pétrole brut a été inférieure à celle de l'an dernier. Elle avait connu, en 2013, un fort rebond dans le sillage de l'atteinte d'un creux en 11 ans en 2012 (qui découlait de fermetures de longue durée pour travaux d'entretien). Pour le reste de 2014, nous nous attendons à ce que les nouvelles hausses de production au gisement extraterritorial de Terra Nova soient largement annulées par la baisse de la production aux autres gisements pétroliers extraterritoriaux de la province, ce qui limitera la croissance de la production totale d'une année sur l'autre en 2014. Les dépenses d'investissement devraient toutefois augmenter dans le secteur de l'énergie cette année en raison des travaux en cours liés au projet pétrolier extracôtier Hebron, d'une valeur de 14 milliards de dollars, ainsi que d'un programme de forage de 18 mois au gisement de pétrole extracôtier découvert à Bay du Nord. Un récent appel d'offres d'exploration visant quatre blocs extraterritoriaux pourrait favoriser de nouveaux investissements dans le pétrole et le gaz.

...mais elle s'accélère ...

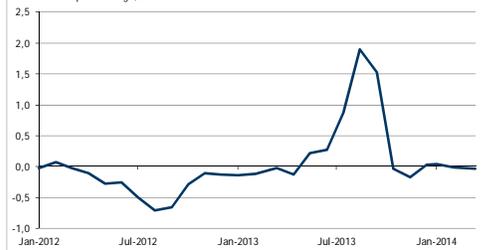
Le contexte du secteur minier ne s'améliorera pas cette année en raison de la baisse inattendue des prix du minerai de fer et de l'incidence néfaste des conditions climatiques rigoureuses sur la production dans la province. Les perspectives semblent toutefois plus encourageantes à long terme, car les grands projets du secteur progressent. Parmi ceux-ci, figure le projet d'expansion de l'usine de traitement du concentré de Iron Ore Company of Canada, dont l'achèvement est prévu en milieu d'année ; les niveaux de production devraient progressivement augmenter par la suite. On s'attend à ce que la production liée au projet de minerai de fer à enfournement direct augmente en 2015 et que la phase de construction du projet de minerai de fer Kami s'étende de 2014 à la fin de 2015, compte tenu de l'obtention des approbations sur le plan environnemental plus tôt cette année. L'achèvement de l'usine de traitement du nickel à Long Harbour ouvrira la voie à une première production plus tard cette année ; cependant, la fin de la construction nuira à l'emploi dans la province dans le sillage que cette phase du projet ait atteint un sommet en 2013.

...pour une conduite stable et en douceur

Dans son budget printanier, le gouvernement provincial a maintenu le cap sur le retour à un excédent en 2015-2016 en annonçant des déficits moins importants que prévu dans l'intérim avec un allègement des compressions des dépenses. Cela dit, l'emploi dans le secteur public a affiché une tendance baissière, après avoir maintenu des niveaux élevés au début de 2013, et la diminution récente de l'embauche dans le secteur privé a accru les effets néfastes sur le marché du travail global de la province. L'emploi dans le secteur de la production de biens a déçu jusqu'à présent cette année ; toutefois, les besoins de main-d'œuvre grandissants au fur et à mesure de la progression des grands projets dans la province devraient lui donner un coup de main. Les travaux préparatoires liés au projet de ligne de transport d'énergie entre le Labrador et l'île de Terre-Neuve vont bon train et l'on prévoit que les besoins de main-d'œuvre au titre du projet hydroélectrique global de Muskrat Falls atteindront un sommet en 2015.

Production de pétrole à Terre-Neuve-et-Labrador

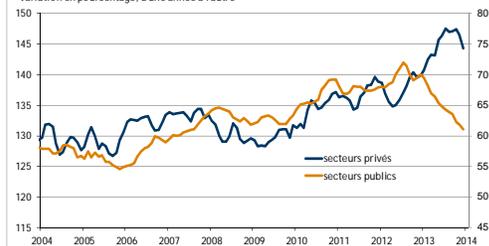
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Canada-Newfoundland & Labrador Offshore Petroleum Board, Recherche économique RBC

Emploi à Terre-Neuve-et-Labrador

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	2,9	-4,4	7,9	0,6	1,4
Emploi	2,7	2,3	1,0	-0,5	1,4
Taux de chômage (%)	12,7	12,5	11,4	12,0	11,9
Ventes au détail	5,1	4,5	5,0	2,2	3,7
Mises en chantier (unités)	3 488	3 885	2 862	2 600	2 700
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,7	1,9	1,9

Laura Cooper
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	12	13P	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P	12	13	14P	15P
T.-N. & L.	-4,4	7,9	0,6	1,4	2,3	1,0	-0,5	1,4	12,5	11,4	12,0	11,9	3,9	2,9	2,6	2,7	4,5	5,0	2,2	3,7	2,1	1,7	1,9	1,9
Î.-P.-É.	1,5	1,4	1,4	1,2	1,1	1,8	0,1	1,1	11,3	11,5	11,6	11,2	0,9	0,6	0,5	0,6	3,2	0,8	1,9	3,8	2,0	2,0	2,3	1,9
N.-É.	-0,1	1,0	2,2	2,2	0,6	-0,4	-0,4	1,2	9,0	9,0	8,8	8,6	4,5	3,9	2,8	3,6	1,0	2,9	2,2	3,4	1,9	1,2	2,0	1,9
N.-B.	-1,1	0,2	1,0	1,4	-0,2	-0,1	0,4	0,4	10,2	10,4	10,1	10,0	3,3	2,8	2,4	2,8	-0,7	0,7	2,6	2,8	1,7	0,8	1,8	1,9
QUÉ.	1,5	1,1	1,9	1,8	0,8	1,2	0,5	0,9	7,8	7,6	7,7	7,5	47,4	37,8	37,7	33,8	1,2	2,5	2,4	3,5	2,1	0,8	1,2	1,8
ONT.	1,3	1,3	2,3	2,8	0,8	1,4	0,9	1,4	7,8	7,5	7,3	6,9	76,7	61,1	58,9	58,0	1,6	2,3	3,0	3,9	1,4	1,1	1,7	1,7
MAN.	2,6	2,2	2,1	2,8	0,9	0,5	0,2	1,3	5,3	5,3	5,4	5,1	7,2	7,5	5,7	6,5	1,3	3,9	3,5	4,0	1,6	2,3	1,7	1,9
SASK.	1,9	4,5	1,4	3,0	2,1	3,4	1,4	1,6	4,7	4,0	4,0	4,0	10,0	8,3	7,4	7,5	7,4	5,1	5,2	4,8	1,6	1,4	2,4	2,4
ALB.	3,8	3,7	3,7	3,5	2,6	2,9	2,9	2,2	4,6	4,6	4,4	3,9	33,4	36,0	38,2	34,8	7,0	6,9	7,8	5,1	1,1	1,4	2,4	1,9
C.-B.	1,5	1,7	2,1	2,8	1,7	-0,2	0,7	1,1	6,7	6,6	6,2	6,2	27,5	27,1	26,0	24,0	1,9	2,4	3,4	3,7	1,1	-0,1	0,7	1,6
CANADA	1,7	2,0	2,4	2,7	1,2	1,3	0,9	1,3	7,2	7,1	6,9	6,6	215	188	182	174	2,5	3,2	3,7	4,0	1,5	0,9	1,6	1,8

Tableau comparatif

2012, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2013)	527	145	941	756	8 155	13 538	1 265	1 108	4 025	4 582
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,8	5,5	38,4	31,5	357,9	674,5	58,2	77,9	311,9	220,0
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,6	4,9	36,0	28,1	327,2	619,3	54,6	58,6	288,5	209,0
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,7	19,7	37,1	3,2	4,3	17,1	12,1
Croissance PIB réel (TAC, 2007-12, %)	-1,5	1,2	1,2	0,2	1,4	0,7	2,1	2,3	2,2	1,2
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 359	33 762	38 082	37 181	40 470	46 177	43 705	53 865	74 201	45 993
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-12, %)	-2,2	0,1	1,0	-0,1	0,4	-0,3	1,1	0,7	0,1	0,0
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	30 461	26 115	27 063	26 793	26 347	29 745	26 995	31 363	38 761	30 474
Croissance de l'emploi (TAC, 2007-13, %)	1,5	1,5	0,3	-0,3	1,0	0,9	1,1	1,9	2,1	0,8
Taux d'emploi (mai. 2014 %)	52,4	60,5	57,3	56,4	59,6	61,2	63,8	67,0	69,7	59,5
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2014)	14,4	13,2	10,7	12,3	8,9	9,8	8,2	6,2	7,4	7,3
Production manufacturière (% du PIB)	3,1	8,9	8,4	10,3	13,7	12,7	10,0	6,0	7,2	6,7
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	43,0	69,4	69,3	63,4	57,6	56,2	57,4	40,7	41,0	64,0
Exportations (% du PIB)	35,7	18,5	19,4	50,0	25,8	32,9	26,4	41,6	31,8	21,5

Tableaux

Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	197 072	199 270	194 214	200 628	205 958	208 961	212 513	217 019	223 160
	évolution (%)	3,1	1,1	-2,5	3,3	2,7	1,5	1,7	2,1	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 308	2 325	2 350
	évolution (%)	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	-0,2	0,7	1,1
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,7	6,6	6,2	6,2
Ventes au détail	en millions de dollars	56 936	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	64 842	67 256
	évolution (%)	7,2	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	3,4	3,7
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	26 000	24 000
	évolution (%)	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	-3,9	-7,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,5	120,4
	évolution (%)	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	0,7	1,6

Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	259 087	263 515	252 811	264 164	277 940	288 548	299 224	310 415	321 416
	évolution (%)	1,7	1,7	-4,1	4,5	5,2	3,8	3,7	3,7	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 211	2 275	2 325
	évolution (%)	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,6	2,9	2,9	2,2
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,6	4,4	3,9
Ventes au détail	en millions de dollars	61 490	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 821	82 807
	évolution (%)	9,9	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,8	5,1
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	38 200	34 800
	évolution (%)	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	6,1	-8,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,0	134,4
	évolution (%)	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,4	1,9

Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	52 253	55 183	52 553	54 756	57 479	58 581	61 217	62 074	63 936
	évolution (%)	3,5	5,6	-4,8	4,2	5,0	1,9	4,5	1,4	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	555	563	572
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,1	3,4	1,4	1,6
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,0	4,0	4,0
Ventes au détail	en millions de dollars	13 131	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 254	20 183
	évolution (%)	13,6	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	5,2	4,8
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	7 400	7 500
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-10,7	1,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	131,8
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	2,4

Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	49 265	51 157	51 048	52 379	53 269	54 633	55 857	57 052	58 650
	évolution (%)	2,9	3,8	-0,2	2,6	1,7	2,6	2,2	2,1	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	599	608	608	620	624	630	633	634	643
	évolution (%)	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,9	0,5	0,2	1,3
Taux de chômage	(%)	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,3	5,4	5,1
Ventes au détail	en millions de dollars	14 017	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	17 898	18 616
	évolution (%)	8,9	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	3,5	4,0
Mises en chantier	unités	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	5 700	6 500
	évolution (%)	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-23,6	14,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,1	127,4
	évolution (%)	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,7	1,9

Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 803	596 921	578 510	598 174	611 131	619 331	627 382	642 063	660 323
	évolution (%)	1,3	-0,1	-3,1	3,4	2,2	1,3	1,3	2,3	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 784	6 879	6 938	7 034
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,4	0,9	1,4
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,5	7,3	6,9
Ventes au détail	en millions de dollars	145 978	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	173 276	180 016
	évolution (%)	3,8	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	3,0	3,9
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	58 900	58 000
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,6	-1,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,1	127,3
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	1,7	1,7

Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	305 874	311 626	309 683	316 886	322 442	327 161	330 760	337 177	343 381
	évolution (%)	1,8	1,9	-0,6	2,3	1,8	1,5	1,1	1,9	1,8
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 984	4 032	4 050	4 089
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,8	1,2	0,5	0,9
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,8	7,6	7,7	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	90 412	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 881	112 706
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	2,4	3,5
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	37 700	33 800
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	-0,2	-10,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,2	125,4
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,2	1,8

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 869	28 125	27 811	28 381	28 460	28 146	28 202	28 484	28 883
	évolution (%)	0,5	0,9	-1,1	2,0	0,3	-1,1	0,2	1,0	1,4
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	351	351	352	354
	évolution (%)	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	-0,2	-0,1	0,4	0,4
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,2	10,4	10,1	10,0
Ventes au détail	en millions de dollars	9 408	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 391	11 706
	évolution (%)	6,2	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	2,6	2,8
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 400	2 800
	évolution (%)	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-15,6	16,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	125,1	127,5
	évolution (%)	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,8	1,9

Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 907	34 625	34 753	35 806	36 029	35 990	36 350	37 150	37 967
	évolution (%)	1,3	2,1	0,4	3,0	0,6	-0,1	1,0	2,2	2,2
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	456	454	452	458
	évolution (%)	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,6	-0,4	-0,4	1,2
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	9,0	9,0	8,8	8,6
Ventes au détail	en millions de dollars	11 617	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 910	14 388
	évolution (%)	4,3	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,2	3,4
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	2 800	3 600
	évolution (%)	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-28,6	28,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	129,1	131,6
	évolution (%)	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	2,0	1,9

Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 620	4 658	4 678	4 783	4 829	4 901	4 970	5 039	5 100
	évolution (%)	2,2	0,8	0,4	2,2	1,0	1,5	1,4	1,4	1,2
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	74	74	75
	évolution (%)	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	1,1	1,8	0,1	1,1
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	11,5	11,6	11,2
Ventes au détail	en millions de dollars	1 621	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	1 977	2 052
	évolution (%)	7,4	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	1,9	3,8
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	941	636	500	600
	évolution (%)	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-21,4	20,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	131,0	133,5
	évolution (%)	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	2,3	1,9

Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013P	2014P	2015P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 715	29 369	26 464	28 033	28 850	27 585	29 764	29 943	30 374
	évolution (%)	9,3	-1,2	-9,9	5,9	2,9	-4,4	7,9	0,6	1,4
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	231	233	232	235
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	2,3	1,0	-0,5	1,4
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,5	11,4	12,0	11,9
Ventes au détail	en millions de dollars	6 528	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 773	9 098
	évolution (%)	8,6	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	2,2	3,7
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 600	2 700
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-9,2	3,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	130,9
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	1,9

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.